

Vannes, le 7 mai 2025

Service Prévention de
l'arrondissement de VANNES
Avenue Georges Pompidou 56000
VANNES

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération
VANNES

Affaire suivie par : Fabien Le Thomas
Assisté(e) de : Régine Chassain

@ : prevention-vannes@sdis56.fr
☎ : 02 97 54 56 46

N.Réf : P2025.0164
123P0015

Objet	MAM 2 Rue du Cherche Midi 56220 MALANSAC Construction d'une maison d'assistant maternel (MAM)		
Classement	Type R - 5^{ème} catégorie		
Effectif	<u>Public</u>	16	personnes
	<u>Personnel</u>	4	personnes
	<u>Total</u>	20	personnes
Demandeur	MAIRIE DE MALANSAC		
Références	Dossier reçu le 14/04/2025 PC0561232500011		

Un exemplaire du dossier ci-dessus a été transmis pour avis.

I. DESCRIPTION

Le programme prévoit la construction d'une maison d'assistant maternel de 229 m² sur simple rez-de-chaussée.

Après travaux, l'établissement comprendra des espaces d'éveils, des zones siestes, une buanderie, une cuisine, des sanitaires et divers locaux.

L'accès à l'établissement se fera par la rue du cherche midi constituant une voie engins à moins de 60 mètres. Absence de tiers à moins de 5 mètres du bâtiment.

L'établissement dispose d'un dégagement principal de deux unités de passage ouvrant dans le sens de l'évacuation.

II. DOCUMENTS EXAMINES

Pièces écrites :

- Le document PC0561232500011 en date du 11 avril 2025.
- Le courriel de la mairie en date du 6 mai 2025 sur l'effectif des personnes.

Pièces graphiques :

- Les plans du projet.

III. REFERENCES REGLEMENTAIRES

Cet établissement recevant moins de 20 personnes, classé en 5ème catégorie, est assujéti aux dispositions de l'arrêté du 22 Juin 1990 portant approbation des mesures complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5ème catégorie sans locaux à sommeil.

L'effectif maximal du public admissible est déterminé selon les dispositions de l'article R2 : sur déclaration contrôlée du maître d'ouvrage ou du chef d'établissement soit 16 personnes et 4 personnels.

IV. DISPOSITIONS A RESPECTER

Il incombe à l'exploitant, responsable de la sécurité du public admis dans son établissement, de satisfaire aux règles de sécurité imposées par la réglementation :

- 1)** Procéder, ou faire procéder, en cours d'exploitation, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (Art. PE 4 § 2)
- 2)** Réaliser les installations électriques conformément à l'article PE 24 et aux normes les concernant. L'emploi de fiches multiples est interdit (Art. PE 24 § 1).
- 3)** Isoler les locaux présentant des risques particuliers d'incendie des locaux et des dégagements accessibles au public par des murs et planchers ou plafonds coupe-feu 1 heure. La porte devra être coupe-feu 1/2 heure et munie d'un ferme-porte (Art. PE 2§4).
- 4)** Répartir judicieusement, dans l'ensemble des locaux, des extincteurs de nature et de capacités appropriées aux risques à défendre (Art. PE 26 § 1).
- 5)** Limiter la puissance des appareils de cuisson à 20 kw dans la cuisine ou respecter les dispositions des articles PE 15 et PE 16.
- 6)** Installer une alarme simultanément audible de tous les points de l'établissement pendant une durée de 5 minutes (Art. PE 27).
- 7)** Afficher des consignes précises, indiquant :
 - le numéro d'appel prioritaire des sapeurs-pompiers,
 - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre (Art. PE 27 § 4).

Cet établissement ne sera pas visité par la commission de sécurité. Si le maire a connaissance d'un risque particulier, il lui appartiendra de solliciter la commission.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de Groupement Analyse des Risques,



Commandant Mikaël PELLEGRINELLI